

Arrêté n° 2023-08

**Relatif à l'autorisation de survol et de prises de vues et de son
accordée à la société LA RÉSERVE PRODUCTIONS
Sur les Chutes du Carbet, la Cascade aux Écrevisses, la Soufrière et le Grand Cul-de-
sac marin, zones classées en cœur de Parc national**

La Directrice de l'établissement public du Parc national de la Guadeloupe,

Vu le code de l'environnement, et notamment son article L.331-4-1 ;

Vu le décret n°2009-614 du 3 juin 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national de la Guadeloupe aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n° 2006-436 du 14 avril 2006, et notamment son article 16 ;

Vu le décret n°2014-48 du 21 janvier 2014 portant approbation de la charte du Parc national de la Guadeloupe, et notamment la modalité 28 de son annexe 2 relative aux modalités d'application de la réglementation dans le cœur du Parc national de la Guadeloupe ;

Vu la demande de la société **LA RÉSERVE PRODUCTIONS**, domiciliée – 3 bis rue de Vaugirard 75006 Paris, représentée par M. Julien KERIHUEL exerçant les fonctions de directeur de production, pour des prises de vues dans le cadre de l'émission « **Le Triangle d'Or** » diffusée sur la chaîne TMC à partir du mois de mars 2023.

Considérant que ces observations ne sont pas réalisables en dehors des cœurs de parc national,

Considérant le caractère ponctuel du survol,

Considérant la fragilité des milieux naturels des Chutes du Carbet, de la Cascade aux Écrevisses, de la Soufrière et du Grand Cul-de-sac marin, l'image et le caractère du Parc national et donc la nécessité d'encadrer les prises de vues et de son réalisées dans le cadre d'une activité professionnelle ou à but commercial,

Décide,

Article 1 : Objet

La société **LA RÉSERVE PRODUCTIONS** est autorisée à survoler et réaliser des prises de vues et de son en cœur du Parc national dans les conditions cumulatives suivantes :

1. Absence d'évocation directe ou indirecte de pratiques, d'usages ou d'activités contraires :
 - à la réglementation en vigueur ;
 - aux objectifs de protection définis dans la charte ;
 - au caractère du Parc national ;
2. Signalement au public d'images ou de sons pris dans le cœur du Parc national de la Guadeloupe avec l'autorisation de l'établissement public du parc national ;

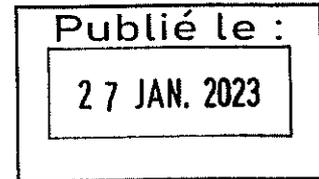
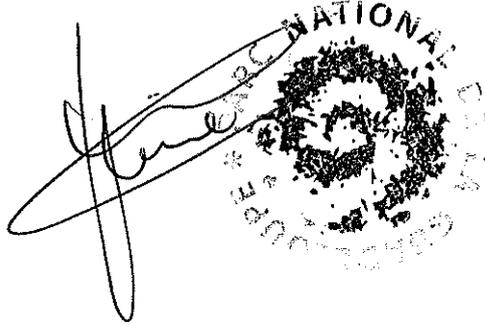
Article 10 : Publication

La présente décision sera notifiée à l'intéressé et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national de la Guadeloupe.

Fait à Saint-Claude, le 26/01/2023

La directrice,

Valérie SÉNÉ



Délais et voies de recours – La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.